

## Action et enracinement

André Belleau

---

Volume 3, Number 5 (17), November 1961

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30108ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Collectif Liberté

**ISSN**

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Belleau, A. (1961). Action et enracinement. *Liberté*, 3(5), 691–697.

## Action et enracinement (1)

ANDRÉ BELLEAU

Se demander s'il est désormais possible aux écrivains et intellectuels canadiens-français, en tant que groupe, — et à quelles conditions, — de traduire leurs idées et aspirations en une action susceptible de hâter la transformation de notre société, c'est poser du même coup le problème de l'efficacité. . . C'est émerger de nos représentations souvent trop globales et théoriques pour nous abandonner un instant à l'impatience dynamique et vitale de faire quelque chose tout de suite, sorte d'exigence absolue et douloureuse vis-à-vis les situations actuelles et concrètes dans un Canada-français également actuel et concret, celui de 1961.

Comment imaginer, d'ailleurs, que cette impatience ne nous sollicite point ? Autrement, il faudrait prétendre que le sort fait chez-nous, dans notre maison, à la culture et à la langue françaises, à la liberté qui doit les nourrir, au système d'enseignement qui est censé les transmettre, ne nous préoccupe pas et n'a rien à voir avec les valeurs qui, selon nous, donnent son sens à notre vie de l'esprit. Il faudrait aussi prétendre qu'à titre d'écrivains et d'intellectuels, la liberté et le progrès de la culture *en tant que telle*, ainsi que leurs conditions matérielles, n'ont pour nous qu'une minime importance. Enfin, on devrait se résoudre à admettre que le fait pour

---

(1) Ce texte renferme les idées maîtresses d'une communication donnée à la Cinquième Rencontre des Ecrivains, à Saint-Sauveur-des-Monts, le 30 septembre 1961.

nous d'être Canadiens-français ne nous rend pas solidaires d'autres Canadiens-français victimes des inégalités économiques, politiques et sociales, de l'attentisme d'un Etat à vocation supplétive, de la prostitution électorale. . . A moins aussi que les résolutions adoptées à la Rencontre des Ecrivains de l'an dernier, n'aient été que l'effet d'un jeu d'ombres se déroulant dans un monde autre que le nôtre. . . Après tout, ce n'est pas la masse, j'imagine, qui a inventé les mots "*écrivain*" et "*intellectuel*", et qui les arbore comme des étendards, — et dans la mesure où ce que je viens de dire serait vrai, il y aurait peut-être une certaine intuition maladroitement exprimée dans les termes "*pseudo*" ou "*soit-disant*" intellectuels utilisés fréquemment chez nous. Si nos éternelles revendications ne se traduisent pas plus qu'elles ne le font en gestes positifs et palpables, aisément perceptibles au milieu dans son ensemble, il n'y aura plus précisément que les "*pseudo*" ou les "*soit-disant*" à pouvoir se faire appeler intellectuels.

\* \* \*

Agir de façon à atteindre un objectif précis parce que des problèmes très graves l'exigent dans les circonstances données de temps et de lieu, c'est donc soulever le problème de l'efficacité. C'est s'interroger sur les moyens, prévoir leurs effets dans l'immédiat, tenir compte des caractéristiques du milieu vivant. Ces affirmations prennent l'allure de lapalissades au point de vue de quiconque se consacre à l'action politique, syndicale, ou autre. Il n'en va pas aussi aisément pour les écrivains, les artistes, les hommes de science. Ceux-ci sont sollicités par des exigences à la fois plus profondes et plus universelles dans l'ordre de leur destin personnel. Qui niera que la première tâche de l'écrivain, par exemple, soit d'exprimer sa vision globale du monde et qu'il doive y sacrifier tout le reste ? Qui niera encore que les générations futures accorderont beaucoup plus d'importance aux romans de Malraux qu'à sa participation à la guerre d'Espagne ? Et l'aventure spirituelle d'un Alain Grandbois transcende singulièrement les lieux, les événements, les rumeurs de l'époque.

La question de l'efficacité ne se pose donc que lorsque des intellectuels, dans un milieu donné, eu égard à des situations et conditions concrètes, sentent le besoin d'une action commune, en tant que groupe ou collectivité. Cette action n'exclut rien du tout, ne reçoit aucune primauté de nature. Elle se situe tout simplement à un plan différent de celui de la vocation créatrice primordiale, de la recherche intellectuelle, ou même de l'action individuelle ou professionnelle en raison de la place

qu'on occupe dans la société. C'est sur ce plan limité et forcément accidentel que le problème de l'action doit se poser. (1)

\* \* \*

J'affirme qu'une action commune, concertée et efficace des intellectuels s'impose au Canada français ; j'affirme aussi qu'il n'y a aucune raison valable, de quelqu'ordre qu'elle soit, pour s'y dérober, la retarder ou en réduire la portée.

Nul doute que les événements des douze derniers mois ont largement contribué à faire prendre conscience de cette nécessité. Ceux qui ont assisté à la Rencontre des Écrivains de l'an dernier ont vu s'exprimer un besoin dynamique et profond de surmonter la peur et l'isolement, la résignation et, ce qui est pire, le cynisme négateur. Ils ont entendu le dramatique appel de notre camarade Michèle Lalonde qui déclarait : *"Pourquoi l'écrivain canadien-français vit-il, s'inquiète-t-il, écrit-il toujours en marge des problèmes et des situations concrètes, en marge de l'actualité? Nous ne sommes jamais assez en cause. Et sur le champ des batailles démocratiques, rassurons-nous, nous sommes loin d'être à l'avant-garde... Car de quoi, s'il vous plaît, aurions-nous si peur? D'un manque de liberté? Allons donc. Nous vivons dans un pays tranquille, avec une liberté fort généreusement allouée... Qui nous empêche de nous engager? La censure? Parlons en ce cas des censures étrangères... Non. La cause première, la seule justifiée à vrai dire... c'est le sentiment de ne pas faire bloc. La liberté de parole reste encore un problème posé à l'échelle individuelle et non pas un problème collectif, posé collectivement... Tout cela pour conclure que l'engagement est beaucoup une affaire de synchronisation, et d'organisation pratique au plan collectif, que la responsabilité est une affaire, non pas d'expiation, mais d'élan et de dynamismes conjugués, et que la liberté de chacun est notre affaire à tous... Il ne suffit pas de justifier nos propres convictions en attaquant le système actuel, en dénonçant les causes, en attaquant les coupables; il faut encore travailler à concevoir tout de suite les formes précises, les nouveaux cadres, les nouvelles conditions selon lesquelles le progrès souhaité se réalisera éven-*

---

(1) Tout ceci n'a de sens que si l'on admet que les problèmes d'ici, à l'échelle collective, sont *te/s* que tous les hommes conscients, et à plus forte raison les intellectuels, doivent prendre position clairement et honnêtement. Pour plusieurs d'entre nous, cela ne fait pas de doute... Et M. Jean Ethier-Blais peut continuer à s'occuper de grammaire.

tuellement. . . Sans cette attitude positive, les intellectuels ne rempliront. . . qu'une décevante mission de contre-censeurs." (1)

Un autre événement extrêmement significatif pour ce qui nous concerne fut l'affaire de l'Université Sainte-Marie. Ce qui s'est passé à ce sujet devrait nous servir d'indication précieuse. L'échec du projet, dû en grande partie à l'action collective des intellectuels, démontre que l'incoordination dans notre milieu n'est pas chronique. D'autres signes sollicitent notre attention: deux mois après que les participants à la Rencontre des Écrivains de l'an dernier eurent réclamer la création d'un Ministère de l'Instruction publique, la Fédération des travailleurs du Québec, qui groupe 235,000 membres, revendiquait une mesure identique. . .

\* \* \*

Qu'on ne vienne pas nous servir encore une fois les trouvailles lamentables de nos innombrables psychanalyses depuis quinze ans. Je veux parler de l'impuissance à communiquer, du dualisme religieux et philosophique empoisonnant les sources de l'agir, de l'éducation tarissante, de l'état de siège, des méfaits du cléricanisme. Ces conclusions, je ne les mets pas en cause. Elles sont valables et éminemment explicatives. Je prétends seulement que le dossier est maintenant complet, total, là devant nous. Je prétends que tout cela étant connu, repéré, analysé, les intellectuels doivent désormais s'efforcer de penser en toute liberté et conscience le destin de la collectivité.

Quand, après le célèbre article de Maurice Blain dans ce numéro d'"*Espri*" de 1952, la préface de Gilles Marcotte au "*Journal*" de Saint-Denys Garneau, les essais et conférences de Jean Lemoyne, les études d'André Lussier, les analyses de Jean-Charles Falardeau, Guy Rocher, Fernand Dumont, les numéros de "*Liberté*" et "*Cité Libre*" (2), un collaborateur de cette dernière revue déclare récemment qu'il faille prendre une fois pour toutes la "*hauteur, la largeur et la profondeur de notre cléricanisme*", le chrétien que je suis dit merde ! C'en est assez. . . A moins que nous décidions de nous pétrifier définitivement dans le nombrilisme, cette

---

(1) On peut retrouver le texte complet de Michèle Lalonde dans le "Devoir" du 22 octobre 1960. Il s'agit, à mon avis, d'un texte capital pour ce qui a trait à l'ensemble de la question.

(2) La critique de l'idéologie traditionnelle entreprise par *Cité Libre* n'a jamais débouché, que je sache, sur une reconnaissance réellement explicite de l'aliénation culturelle et linguistique des Canadiens français et sur une identification franche et positive des aliénateurs. *La Presse*, sous la nouvelle direction de

attitude hautement réflexive qui consiste à s'examiner passionnément le nombril dans la pose d'un bouddha inquiet et douloureux... Pendant que cet exercice se poursuit, la culture et la langue françaises continuent malheureusement de f... le camp par toutes les fissures de notre système scolaire, accrochées à l'économie qui toujours nous échappe.

\* \* \*

Ces représentations de notre drame spirituel se sont élaborées au moment où la société canadienne-française se diversifiait de plus en plus vers un pluralisme libérateur. Ce pluralisme, disent des sociologues, est en train de causer l'effritement de l'idéologie unitaire et globale dont le Canada-français a vécu depuis le début du siècle. Comment ne pas comprendre que cette conjoncture se prête admirablement à une action positive et efficace de la part des intellectuels ?

\* \* \*

Restent à examiner les conditions mêmes de l'efficacité. Cet aspect du problème revêt une importance dramatique au Canada-français. Si une nation telle la France, qui a connu et connaît la grandeur, et dont la culture est généreuse, peut et doit accepter la division de ses intellectuels en plusieurs options et partis non seulement opposés, mais contradictoires, les exigences de la permanence historique, dont la première est sans doute la cohésion, ont perpétuellement suscité au Canada-français, jusqu'à ces derniers temps du moins, la tentation de l'unanimité. Il serait normal que le nouveau pluralisme de notre société rende cette unanimité de plus en plus difficile. Cependant, je crois que les intellectuels d'ici, à cause de la précarité du destin collectif, doivent accorder une importance plus grande que ceux des sociétés moins menacées aux conséquences de l'unanimité ou de la division au plan des objectifs à atteindre.

---

M. Gérard Pelletier, se porte, en éditorial, à la défense de l'université Loyola. Au plan du Corps Mystique, la langue et la culture ne comptent guère et la déshumanisation culturelle et linguistique de vingt *hommes* canadiens-français, *corps* et *âme*, n'est rien auprès d'une *âme* irlandaise à sauver. Cette attitude, ne cesse de m'émerveiller. A remarquer que je me situe encore ici au plan des moyens efficaces, de la stratégie et de l'action, dont je ne cesse précisément d'admirer la judicieuse utilisation lorsqu'il s'agit d'implantation religieuse et d'action catholique. Le dualisme maudit qu'on a prétendu combattre réapparaît par un étrange détour, celé dans le couple religion-culture substitué au couple esprit-matière. Quelle différence y a-t-il entre un homme auquel on a répété que toute chair est mauvaise et un autre dont on laisse corrompre la langue et la culture au nom de valeurs dites supérieures? Aucune. Nous en arrivons au même sous-homme sur lequel de bonnes âmes veulent édifier le christianisme, la justice, la liberté et la démocratie. Quelle farce!

Outre la précaution d'éviter des dissensions inutiles et stériles, ces conditions, quelles sont-elles ? Il apparaît qu'en premier lieu, il faille que les élans et dynamismes individuels se rassemblent et se concertent librement en vue d'objectifs immédiats et précis. Cela ne peut se réaliser que par le moyen d'un centre ou groupement démocratique solidement organisé, abilité à prendre officiellement position au nom de tous, et ayant à sa disposition les moyens requis pour répandre largement les idéaux communs et intervenir efficacement dans les questions de l'heure, notamment celles qui intéressent la culture, l'enseignement, la liberté d'expression et les droits de la personne humaine. Un tel centre ou groupement n'irait pas sans dangers dans la mesure où il pourrait tendre à confondre et uniformiser. Cependant, notre individualisme foncier aurait tôt fait de décourager toute tentative d'enregimentation ou de dirigisme.

Ce rassemblement même ne serait qu'une dérisoire et grotesque parodie si les intellectuels donnent à penser qu'ils ne connaissent, ni ne comprennent, ni n'aiment vraiment le Canada-français, en dépit et au-delà de tout, et véritablement de l'intérieur. Les émouvantes déclarations inspirées par des convictions égalitaires aussi généreuses que théoriques, ne sauraient dispenser d'une solidarité charnelle de tous les instants avec une peuple qui est le nôtre. Cela veut dire, il me semble, en connaître et comprendre, de façon intime et immédiate, les réflexes, les craintes, les hésitations, les caractéristiques essentielles et profondes, non pour les mépriser, mais pour en tenir compte dans une action positive et désintéressée. Je ne puis résister à la colère quand j'entends mettre allègrement la lenteur des réformes et l'insuffisance actuelle sur le dos de ce peuple auquel on parle si rarement le langage viril de la fierté et de la dignité.

A vrai dire, tout cela pourrait se résumer sous le signe de l'enracinement. Etre enraciné, disait notre ami Maurice Blain, c'est être civilisé, mais c'est aussi, dans la conjoncture présente, l'essentielle condition d'une action susceptible d'être reconnue et reçue par ceux-là mêmes au service desquels on prétend l'exercer. Et cet enracinement suppose également une connaissance plus approfondie de notre histoire, dont nous ne savons pas l'a, b, c. Jacques Ferron avait ressenti le besoin de nous le faire comprendre à la Rencontre de l'an dernier lorsqu'il nous fit remarquer que Félix Poutré et Louis Fréchette étaient les pères de Saint-Denys Garneau et de nous tous aussi. Mais il aurait pu tout aussi bien nous faire remarquer que Papineau, Chénier, Arthur Buies, les défenseurs de l'Institut Canadien, Jules Fournier et Olivar Asselin étaient également nos pères. On sait aujourd'hui que l'image d'un Canada français fidèle défenseur d'une idéologie unitaire et obligatoire ne fut élaborée qu'après le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il en fut autrement au XIX<sup>ème</sup> siècle où un grand

courant de liberté, suscité et alimenté par d'admirables et courageux intellectuels, failli emporter les réformes mêmes que nous réclamons aujourd'hui. Plusieurs ont déjà souligné qu'il importerait de reprendre contact avec cette tradition, de voir où elle puisait les raisons et moyens de ses luttes. Cela encore, c'est l'enracinement.

Si nous réussissons, dans la mesure de nos moyens — et c'est la loi même de l'efficacité — à hâter la libération de nos frères, c'est nous-mêmes que nous aurons libérés et sauvés.

*André BELLEAU*